



Usine Magnola p. 4

Si le gouvernement pouvait traiter les humains comme il traite les vaches



Le modèle en-qu-e-te p.6

Raymond-la-Science se penche sur l'homéopathie, deux cycliste et une mouche



Pierre Bourdieu p.8

«Ouvre sa gueule» parce qu'aujourd'hui c'est souvent au nom de la science qu'on opprime.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 5 • n° 11

Août 2002

3,50\$

COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



Une église de l'État du Vermont avec son drapeau et sa publicité patriotique: «Un Dieu, un pays». (photo: JFN)

Le Roy des USA

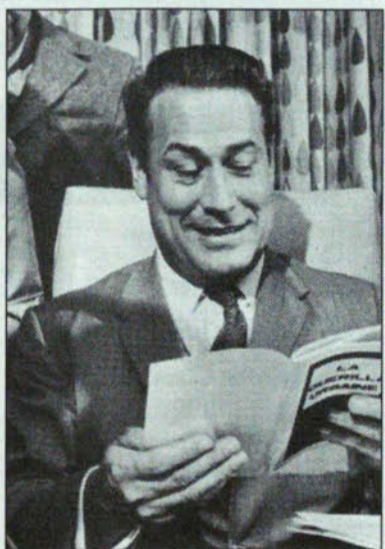
DANS *La Presse* du 10 juillet 2002, l'éditorialiste Mario Roy s'inquiète de l'intégrisme chrétien aux États-Unis. Roy peut comprendre, à la rigueur, que des phénomènes aussi arriérés existent dans des «pays politiquement et socialement verrouillés»... mais aux USA, dans ce temple merveilleux de la liberté et du bon sens... quel étonnement: «dans la nation par excellence de la démocratie, de la prospérité, du pragmatisme et de la raison, ce flirt avec l'irrationnel choque et inquiète profondément.» Nous reconnaissons tous, n'est-ce pas, le pragmatisme et la raison dont fait preuve, au premier chef, George Doublevé.

Pour l'éditorialiste, le phénomène est d'autant plus étonnant que les États-Unis se sont édifiés «sur des bases laïques». La Constitution américaine, nous fait remarquer Roy, «ne fait aucune référence à Dieu alors que la Constitution canadienne [...] est fondée sur "la suprématie de Dieu et la règle de la loi"». Qu'il existe aux États-Unis un intégrisme religieux est donc fort surprenant.

Bien sûr, Roy prend garde de ne pas évoquer la très laïque devise américaine, «In God We Trust» imprimée sur les billets verts, ou le très laïque slogan préféré du Président, au lendemain du 9-11, «God bless America»...

MICHELLE LOSLIER

La prison, c'est la santé



«Lorsqu'il est sorti de prison, six mois plus tard, [Lagerge] est venu à l'Assemblée nationale, dans les gradins. J'ai vu comme il avait perdu du poids. J'ai la conviction d'avoir contribué à ajouter au moins 10 ans à sa vie.»

Donc si le gros Choquette était allé en prison – disons pour son action durant la Crise d'octobre 1970 – ça voudrait dire que nous devrions le souffrir 10 ans de plus? Est-ce là une bonne raison pour éviter de mettre d'anciens ministres en prison?

JFN

Changer le mal de place

Pendant que le Pape était au pays, *Le Devoir* n'avait plus assez de pages pour parler de l'ADQ. Heureusement, tout rentre dans l'ordre...

Euphorie au PQ!

Les sondeurs d'intention de vote prennent leurs vacances au mois d'août...

La liberté de la presse

L'Acte de foi

المطباوون الراضين إنجديه
صاحب المصبرات الشفائية

Le Frère André

這人是誰?



إنه رجل مثلك ومثلي لياما



Un homme de chez nous



「我是一個和你一樣的人」

他的名字是阿爾弗雷德·生於一八四五年八月九日。以爲他在安大略省。他父母是法裔。他(原名)佛洗·生後次日。就按宗教堂補行洗禮登記。

«Ce qui me sert, sert aussi la société.»
Jean-Guy Dubuc, *La Presse*, 2 mai 1999

DANS UN AUTRE éditorial scintillant d'intelligence, Jean-Guy Dubuc de *La Tribune* soutient sans rire, à la suite de son collègue André Pratte de *La Presse* (cf *Le Couac*, juillet), que les quotidiens de Power Corporation sont libres, tout à fait libres (4-7-02). Rien à voir, dit-il, avec l'empire de CanWest, propriété de la famille Asper. Bien sûr que non.

Conseiller de l'Oratoire Saint-Joseph à ses heures, ancien éditorialiste en chef de *La Presse*, propriétaire d'un important vignoble, prêtre, Jean-Guy Dubuc écrit: «l'attitude dictatoriale d'Izzy Asper [est] mauvaise pour la réputation de la presse en général parce qu'elle diminue la foi en la liberté de presse et d'expression dont ont besoin les citoyens canadiens pour croire en leurs institutions démocratiques». Tout est là: avoir la foi, croire.

Pour continuer de faire croire que les médias sont au cœur de l'existence sociale, il faut s'en remettre, au fond, à une stratégie de communication semblable à celle mise en place par Dubuc à l'Oratoire Saint-Joseph: «On a voulu créer une atmosphère où les choses sont moins précises, un certain mystère» (J-G. Dubuc, *La Presse*, 13-12-99). Dans la pratique de la religion des médias façon Dubuc, il s'agira donc d'éviter de souligner qu'on a été choisi par la famille libérale canadienne pour prononcer l'homélie de Pierre Elliot Trudeau à son décès. On ne dira pas non plus beaucoup sur ses liens avec le sénateur Jacques Hébert. On ne dira rien sur les relations familiales qui unissent le propriétaire de son journal avec la famille du premier ministre Chrétien. On parlera des effets de la concentration de la presse à l'étranger seulement, pour mieux nier ceux qui se manifestent ici. Et on laissera volontiers courir qu'on «n'a [pas] milité pour le Parti libéral ou quelque mouvement politique que ce soit» (*La Presse*, 3-10-00).

Jean-Guy Dubuc signale seulement à l'occasion, mais en éditorial, que tout ce qui compte au

Canada, c'est le maintien du fédéralisme: «l'important c'est l'union; sans elle c'est la guerre ou l'isolement» (*La Tribune*, 10-11-90). L'isolement ou la guerre... Rien que cela, mais affirmé sur divers tons, en différentes occasions. Et sans s'engager autrement que sous le sceau de la vertu et de la sagesse...

Power Corporation est propriétaire de sept des 10 quotidiens de langue française au Canada. Elle est un actionnaire important de Bertelsmann, une des plus puissantes multinationales de communications du globe. Excepté à Montréal et à Québec, où il y a en principe de la

Pour continuer de faire croire que les médias sont au cœur de l'existence sociale, il faut s'en remettre, au fond, à une stratégie de communication semblable à celle mise en place par Dubuc à l'Oratoire Saint-Joseph

concurrence, Power Corporation exerce un monopole de l'information écrite au quotidien sur toutes les régions du Québec. Personne n'a besoin, du reste, d'exiger que chacun des journaux annonce la ligne du propriétaire: cela se fait tout seul, par captation et reproduction à la chaîne d'éditorialistes parvenus et peureux. Jean-Guy Dubuc en donne lui-même la preuve en bredouillant, à la suite d'André Pratte, que les journaux de Gesca (Power) sont parfaitement libres en vertu d'une charte rédigée en 1972. Mais, note-t-il, «il y en aura toujours pour contester cette vision pourtant bien claire et bien évidente; elle demeure essentiellement et rigoureusement vraie.» La preuve ultime de cette «vision»? La voix de son maître elle-même: «M. Paul Desmarais disait aux responsables de ses journaux: "Je vous ai toujours laissé la liberté d'écrire. Je ne vous demande qu'une chose: que cette liberté soit au service de la Vérité..."» En conséquence, depuis toujours, les pions de Power qui étendent leur mélasse en page éditoriale ne font qu'une chose: ils disent la Vérité... Il s'agit seulement d'y croire, bien sûr.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

SUICIDES DE PETITS ACTIONNAIRES EN VACANCES



Limite

Le Vatican a calculé que le pape ne tiendrait pas le coup cette fois si Céline chantait.

Grande diplomatie

Victoire pour le Québec, puisque Louise Beaudoin a rencontré «pendant une dizaine de minutes» Jean-Pierre Raffarin, nouveau premier ministre de France (*Le Devoir*, 4-07). Ils auraient parlé de la francophonie, du contrôle des coûts de la santé, de décentralisation et d'une éventuelle visite du politicien français au Québec. En dix minutes... De la grande diplomatie.

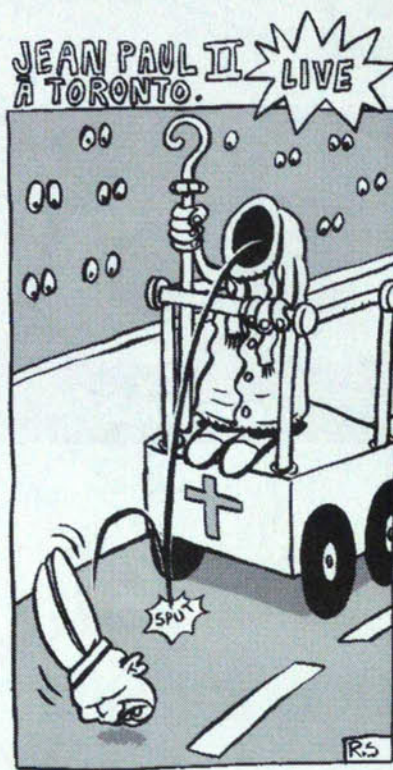


Jeux de maux: Bombe sale

ON SAUVAIT DÉJÀ que les bons soldats ne bombardaient pas, préférant mener des « frappes chirurgicales ». On savait aussi que leurs bavures n'étaient que des « dommages collatéraux ». Bref, on savait qu'aux bons soldats les porte-parole officiels et les chiens de garde des médias associaient des bons mots, bien propres et acceptés qui rendaient toujours plus difficile de penser l'horreur de la guerre, de la visualiser. Il ne suffit pas de magnifier l'image des bons soldats par des bons mots, encore faut-il salir celle des méchants « terroristes ». C'est ainsi que depuis quelque temps, on parle des fameuses « bombes sales » que menaceraient d'utiliser les terroristes. Avouez qu'entre une bombe « sale » et une bombe « intelligente », on voit bien de quel côté penchent le bien et la justice. Ces « bombes sales » sont confectionnées de façon plus ou moins artisanales, à l'aide de matériel radioactif. Une détonation projette le matériel radioactif, qui peut irradier les gens dans un périmètre de quelques centaines de mètres. Rien de bien sympathique... Mais pourquoi ne pas simplement parler de bombe « radioactive », comme on parle de bombe « atomique » ou à « neutrons »? L'expression n'est sans doute pas assez évocatrice de l'amoralité crasse qui distingue le « terroriste », voire le « fou de Dieu », du bon soldat qui obéit aux ordres, salue le drapeau et reçoit des médailles...

Une question mérite d'être posée : en quoi cette bombe « sale » est-elle plus salissante qu'une véritable bombe « atomique » dont le souffle et le feu détruisent tout sur des dizaines de kilomètres carrés et irradient toute vie sur des centaines? Faudrait demander l'avis des habitants d'Hiroshima et de Nagasaki, ou du moins des rares survivants. Mais aucun porte-parole officiel ou journaliste de service n'oserait désigner sous l'expression de bombes « sales », « dégueulasses » ou même « apocalyptiques », les bombes officielles. On en vient donc à croire que les bombes des bons soldats lavent plus blanc. Tremblons donc pour la propreté de notre monde libre, menacé par les bombes « sales » des « terroristes ». À défaut d'être subtil, ce langage officiel est clair. Quoiqu'en disent les langues sales.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI



Compétences transversales

Le Pape prône l'abstinence. De son côté, le roi des aveugles propose de peindre le Mont-Royal jaune et violet. Et l'impératrice des sourds déclare que les symphonies de Beethoven ne devront être interprétées qu'avec des klaxons.

Pape à Toronto

Malgré la fin de la grève des vidangeurs, un déchet se traîne encore...

Concurrence déloyale

Le Couac est en danger depuis que tous les journaux ont commencé à écrire (dans la foulée des scandales d'Enron, WorldCom, Vivendi Universal, etc.) que la spéculation était malsaine, que les « investisseurs » n'étaient intéressés qu'aux profits et qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume du capitalisme.

Heureusement, cela devrait leur passer d'ici quelques mois, et ils recommenceront à considérer les propos du Couac comme relevant d'un certain gauchisme « primaire »...

PLOGUES

► LU× Éditeur

Une nouvelle maison d'édition reprend le catalogue de Comeau & Nadeau Éditeurs: LU× Éditeur. Au programme de l'automne, notamment, une *Histoire populaire des États-Unis* signée Howard Zinn. Un livre de près de 900 pages qui démystifie largement l'histoire de notre voisin requin, depuis Christophe Colomb jusqu'aux aberrations de Doublev Bush. Signalons aussi que la maison réédite *Journal d'un inquisiteur* de Gilles Leclerc, livre mythique de toute une gauche québécoise des années 1960.

► Un film qui ne risque pas de passer à Radio-cadenas

Il est rare qu'un documentaire adopte ouvertement un point de vue qui s'oppose aux médias de masse et à leur stéréotypes. C'est ce que fait *Ce n'est qu'un début...*, un film indépendant qui dresse un portrait clair et lucide du mouvement militant avant, pendant et après le Sommet des Amériques. Pour entendre des intellectuels engagés tels Omar Aktouf, Dorval Brunelle et Dario DeFacendis décortiquer les rouages du néo-libéralisme, rendez-vous vendredi 9 et samedi 10 août 2002 à 20h00 au café Va-et-Vient, 3706 Notre-Dame Ouest, à 2 minutes du métro Place Saint-Henri. CONTRIBUTION VOLONTAIRE. Info: ballonbleu@hotmail.com

► Un visage derrière chaque produit

Il est toujours réjouissant d'assister à la naissance d'un nouvel organisme faisant la promotion du commerce équitable. C'est le cas de Terre Unie, fondée récemment par deux grands voyageurs des Cantons de l'Est. Leur objectif: faire découvrir, par le biais de leur produits, les cultures qui les passionnent. Avec comme caractéristique originale de proposer des produits équitables à tous ceux qui doivent faire une levée de fonds pour des stages en développement international. Vendre des produits fabriqués directement par les gens des pays qu'on envisage d'aider à se prendre en main, c'est pour le moins cohérent.

Pour entrer en contact avec Terre Unie: www.terreunie.qc.ca

Pour savoir où trouver des produits équitables au Québec: www.equiterre.qc.ca/cafe/index.html

► Mononc' en spectacle

L'unique Mononc Serge joue un peu partout au Québec au cours du mois d'août...

Les mercredi, jeudi et vendredi 14, 15 et 16 août, à 22h00 *Enfin seul avec Mononc'* Les Pas Perdus, 169 chemin Principal, Cap aux Meules (Îles de la Madeleine). Informations: (418) 986-5151 ou pasperdus@hotmail.com

Jeudi le 22 août, à 22h00. *Mononc' en trio rock*. CEGEP de Matane, 616 rue St-Rédempteur, Matane. Informations: harrisonc54@hotmail.com

Vendredi le 23 août, à 20h30. *Enfin seul avec Mononc'*, Le Moulin du portage, Rang St-François, Leclercville (entre Montréal et Québec, près de l'autoroute 20, à 75 km de Québec). Informations: (418) 796-3134

Samedi le 24 août, 21h30. *Enfin seul avec Mononc'*. Dans le cadre de l'événement Émergence 2002. L'Îlot Fleurie, Boulevard Charest sous l'autoroute Dufferin, Québec. Informations: (418) 261-0255

Jeudi le 29 août, environ 20h00. *Mononc' en trio rock*. Festival de la rentrée. Devant le bar le Vol de nuit (1 rue Saint-Laurent), Rivière-du-Loup. Informations: seba96@hotmail.com

COURRIER DES LECTEURS

En réaction à De Bellefeuille

D'accord, il faut donner plus de pouvoir aux représentants élus par rapport à l'exécutif gouvernemental. Mais seulement si ce pouvoir s'exerce pour réaliser des mandats donnés et contrôlés par les électeurs eux-mêmes. Et que les électeurs participent directement au processus d'élaboration des budgets et des réformes du gouvernement. Nous avons besoin d'une démocratie réellement participative. Et non pas d'un mécanisme de représentation qui se résume à élire des gens qui décident à notre place, tel que c'est le cas aujourd'hui.

Bertrand Ducharme
St-Henri

Vous êtes absolument nuls

Auriez-vous l'amabilité de me fournir la date de l'édition de ICI dans laquelle j'aurais parlé du bouquin de Marcel Trudel, « Mythes et ch'ais pas quoi à propos d'un pays qui n'existe pas »? Je vous le demande parce que ce papier que j'aurais sois-disant signé m'a valu d'être vilipendé – sait-il seulement ce que ce mot veut dire – par votre chroniqueur humoristique Pierre Falardeau.

D'ailleurs, je tiens à vous féliciter pour cette nouvelle recrue. Comment peut-on le rejoindre pour lui signifier notre appréciation? Habite-t-il la capitale NATIONALE? Fut-il autrefois l'élève de l'École NATIONALE de l'humour ou de celle, tout aussi NATIONALE, du cirque? À moins qu'il ne soit fraîchement sorti de l'École NATIONALE de police. À propos, se pointera-t-il

avec sa pelle et un monologue de circonstance pour la pose de la première pierre de la bibliothèque NATIONALE. Je l'espère, il est tellement mourant. Ça nous changerait de Bissonnette.

À lui qui me souhaite de devenir un jour sénateur, de venir auquel je n'aurai jamais l'odieuse de prétendre – contrairement à ce bouffon, j'ai encore des principes – je lui adresse tous mes vœux de réussite dans son entreprise de révisionnisme historique et qu'il soit reçu un jour en grandes pompes dans sa minable assemblée NATIONALE, ce royaume de petits barons sans envergure qui ne rêvent que d'être aussi gros que les « boëus » de l'autre Assemblée nationale, la vraie.

Et puis tiens, tant que j'y suis, histoire de donner à votre guignol en chef une occasion de mal orthographier mon nom une nouvelle fois, j'ajouterai ici que votre NATION – Celle du chanoine, de Parizeau et du mensonge, Celle de Rhéaume, du révisionnisme et de la lâcheté – je l'encule à sec et plus encore, je m'exécute avec du sable. En fait, je la roule dans la merde votre NATION, Elle et son drapeau minable qui s'oblige de quatre fleurs de lys alors que même Louis XIV n'en demandait qu'une pour justifier son absolutisme. Attention!!!! Un Anglais!!!! C't'une joke!

Ah oui, au fait, je tiens à préciser à ce scribouillard gâteux que je ne démentirai pas, que je ne quitterai pas Montréal et, surtout, que je ne cesserai jamais d'écrire. Je ne voudrais surtout pas démissionner devant ce relativiste déjà sénile qui non seulement assiste à la mort du Québec, mais la cautionne, et plus, la provoque avec le sourire du kamikaze.

Ce « Fardeau » qui vous sert de caution intellectuelle au Couac est un fasciste pathétique et raciste – va-t-il me poursuivre? – et je suis prêt à en débattre en vos pages ou ailleurs quand les conditions gagnantes vous sembleront choses réelles même si cette requête est absolument innocente de ma part parce que chacun sait qu'un facho, ça ne débat pas, et qu'on ne discute pas avec ces peignes-cul qui séparent toujours à droite mais qui persistent et signent dans l'unique but de séduire ce pseudo-peuple qui se croit de gauche alors qu'il revendique dans le même temps l'héritage du Chanoine sur les fronts de ses collègues et de ses stations de métro.

Allez, au Couac, vous êtes absolument nuls, mais considérons que dans les conditions, vous faites vot' possible et laissons-nous en toute sérénité avec Brassens et sa complainte pour les « Ces imbéciles heureux qui sont nés quelque part »:

Mon Dieu qu'il ferait bon, sur la terre des hommes

Si l'on n'y rencontrait cette race incongrue,

Cette race importune et qui partout foisonne,

La race des gens du terroir, des gens du cru,

Pierre Thibeault
(chroniqueur culturel, hebdomadaire ICI)

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

Le Couac

c.p. 129 Succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 1V0
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef de ce numéro : Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs : Normand Baillargeon, Gilbert Balsamo, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Charb, Clode de Guise, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, CJ, Michelle Loslier, Pat Morency, Jean-François Nadeau, Monique Pagé, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Anne Sarazin (stagiaire).

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Honore, Luz, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme : France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité : David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

ABONNEZ-VOUS!

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = **32,20\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 220\$ + taxes = **253,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **46\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

La guerre, Yes Sir!

Faut-il qu'il soit terriblement émoussé, notre sens de la démocratie, des droits et des libertés, pour que soit passés sans soulever nulle poussière les aveux faits à un comité de la Chambre des communes par deux hauts fonctionnaires fédéraux en charge de la distribution des sommes destinées à livrer la guerre aux « séparatistes », pour reprendre l'expression du distributeur en chef, un certain Charles Guité, Chuck pour les intimes? Un article en page cinq du *Devoir* le lendemain. Pas un mot, du moins audible, de la part du gouvernement québécois. Silencieuse elle aussi, la société dite civile.

Et pourtant, le monsieur avait avoué tout de go, avec l'engagement d'une récidive assurée, que les lois, les règles et les *modus operandi* qui régissent l'adjudication des contrats en matière d'argent public avaient été contournés et violés allègrement: il s'agissait d'une guerre à finir avec le nationalisme québécois.

Quelques semaines auparavant, Chrétien avait dit la même chose: OK! Quelques millions ont peut-être été détournés, mais c'était pour sauver le Canada. Autrement dit, quand on combat quelque chose qui s'apparente à un crime contre l'humanité, on ne fait pas dans la dentelle et les coeurs saignants, pour reprendre l'expression du maître d'oeuvre en la matière, PET lui-même, sont priés de s'abstenir.

Le Canada anglais l'a compris depuis longtemps, qui ne dit mot chaque fois que finissent par remonter des cloaques fédéraux les miasmes dégagés par ces actions proprement obscènes. Mais voilà que le même silence nous frappe nous aussi!

À croire que le fédéralisme canadien représenterait le meilleur rempart pour protéger les droits et les libertés! Des droits et des libertés qui – les nationalistes québécois étant ce qu'ils sont, tarés au départ et frappés d'un

vice congénital qui les rendrait allergiques à la démocratie –, ne manqueraient pas d'être mis à



mal dans une république qu'on aurait la négligence d'abandonner entre les mains de ces racistes.

Mais depuis que la devise du Québec est *Je ne m'en souviens plus*, il n'est peut-être pas inutile de rappeler certains événements qui ont, avec le temps, réussi à percer le mur de silence qui entoure généralement ces opérations concoctées dans les sous-sols fédéraux par des hommes aux ordres préposés aux basses oeuvres. Le 19 décembre 1969 – dix mois, donc, avant les Événements d'octobre, mais six semaines après une manifestation monstre tenue le 31 octobre à Québec sur la langue française –, le cabinet Trudeau demandait à la RCMP de se livrer à une série d'opérations illégales. Tellement illégales que c'est le commissaire, M. Len Higgit, qui, dérisoirement, s'est trouvé d'une certaine manière à défendre quelques valeurs démocratiques fondamentales.

Le 5 janvier 1970, le même cabinet écoutait une longue tirade de Trudeau sur la nécessité de lancer des opérations secrètes contre les indépendantistes. Un comité était formé, dirigé par l'éminence grise Marc Lalonde. Le grand patron des services secrets, John Starnes, qui en avait certes vu d'autres, avouait pourtant en mars 1992 qu'il avait trouvé cela un peu fort, à l'époque.

Déjà, dans son édition du 23 décembre 1971, le *Globe & Mail* faisait état d'une réunion du cabinet fédéral, tenue le 7 mai 1970, où avait déjà été évoquée

la possibilité du recours aux Mesures de guerre. C'était une semaine après les élections québécoises du 29 avril.

Le 20 juin 1972, l'*Intelligence and Security Section* de la *Force Mobil Command* de la *Canadian Army* publiait un document classé *Secret/Canadian Eyes Only*, sur la CSN. Dans ces heures glorieuses du fédéralisme, à la demande directe du chef de l'État, des centaines d'agents type Marc-André

Boivin sont partis dans l'ombre dynamiter, voler, provoquer, espionner, délater, vendre, abuser. Pleureuse de service, Gérard Pelletier, qui siégeait à ce cabinet où par exemple le vol de la liste des membres d'un parti démocratique fut décidé, n'en écrivait pas moins en mars 1971: «Aucune explication, si longue et si minutieuse qu'elle soit, ne saurait épuiser le sens de la crise d'octobre.» Plus cynique que ça...

Dans les années qui ont suivi, Jacques Ferron, docteur et écrivain, a commis quelques lettres sybillines sur tout cela. En 1981, il rappelait qu'il avait fallu seize ans au Sein Finn irlandais pour s'apercevoir que son principal stratège était de fait un... agent britannique.

Provocateurs. Agitateurs. Hypocrites. Des bums en smoking. Des rats de ville. Qui ont mis sur pied et financé la plus formidable industrie d'infiltration, de délation, de suspicion, de violence organisée, de chantage et maintenant de propagande pour combattre les séparatistes.

Les circonstances qui ont entouré la naissance de la Confédération canadienne, de même que la manière dont elle a été imposée au Québec, illustrent bien que pour sa défense, on ne soit pas trop regardant sur les moyens. Montesquieu aurait constaté ici, comme il l'avait fait ailleurs, qu'un empire fondé par les armes a besoin de se soutenir par les armes.

MICHEL RIOUX

Lysianne Gagnon, au sommet

LA CHRONIQUEUSE de *La Presse* (29-06) vantait haut et fort le succès du Sommet de Kananaskis, soulignant l'importance pour les chefs d'État de se rencontrer enfin face à face. Gagnon indique ainsi qu'«un matin, à Kananaskis, Bush et Blair se sont rencontrés inopinément au gymnase de l'hôtel et ont passé une demi-heure à faire de l'aérobic bilatérale». C'est mieux qu'au téléphone. Je ne sais trop quel gymnase fréquente Gagnon, mais y a-t-on vraiment le temps en une demi-heure de régler entre deux redressements dorsaux des questions importantes: future guerre contre l'Irak, SIDA en Afrique, prochain coup de Ben Laden, etc.? Parions de Tony et Doublev y ont plutôt comparé la grosseur et la fermeté de leurs politiques musclées, sans que cela ait de grandes conséquences bénéfiques pour la suite du monde.

Au gymnase, entre deux redressements dorsaux, a-t-on vraiment le temps de régler des questions importantes? Future guerre contre l'Irak, SIDA en Afrique, prochain coup de Ben Laden, etc.?

Après les fleurs, le pot que Lysianne Gagnon lance avec plaisir aux «manifestants professionnels» qu'elle méprise avec plaisir mais qui cette fois, heureusement, n'auraient pas réussi à transformer le sommet en «cirque médiatique». Parce que les chefs d'État n'en font pas un cirque, eux, de leur sommet? Cirque médiatique, précisément, que l'on sache que Blair et Bush se sont croisés au gym. Cirque encore lorsque la télé d'État retransmet en direct l'arrivée de tous les invités, accueillis par l'hymne national et la garde d'honneur en habit rouge et chapeau à poil. Les sommets officiels tout comme les contre-sommets sont des cirques, mais les premiers sont réservés à quelques politiciens professionnels, alors que les seconds sont ouverts à tous.

MOHAMED SMITH-GAGNON

Canadiens modifiés

Les Chinois, soit près du tiers de l'humanité, ont désormais droit à l'étiquetage obligatoire des OGM; tandis que la trentaine de millions de Canadiens et Canadiennes sont toujours privés de ce droit. Verrons-nous l'histoire de la Sainte-Enfance se répéter alors que les Chinois achèteront des petits Canadiens génétiquement modifiés?

Encore à contre-courant

Sachez-le: «au cours des prochaines semaines, *La Presse* vous présentera une série de personne ou d'organismes qui agissent à l'encontre des idées reçues et des pratiques habituelles.» (22-07) *La Presse* qui propose de l'anticonformisme? De la critique? Des avenues sociales nouvelles? Le premier papier de la série est consacré au «duo humoristique Denis Drolet»...

Le vertige du vide

MICHEL DAVID, EN JUIN, écrivait ceci dans *Le Devoir*: «En conférence de presse, on a demandé à plusieurs reprises à Mario Dumont s'il était moralement acceptable que la qualité des soins qu'une personne reçoit dépende des revenus dont elle dispose. Il a refusé de répondre». Et David d'ajouter: «Jamais à court de formules conçues pour la télévision, Mario Dumont résume ainsi le programme de son parti: «Préparer l'avenir en dehors des vieilles chicanes.»

Dumont donne de plus en plus l'impression de ne pas savoir de quoi il parle et que, s'il ne le sait pas, c'est qu'il ne parle de rien et n'a rien à dire.

Ce singulier cas se précise: Mario Dumont semble être quelqu'un qui, de fait, n'a pas de pensée mais seulement l'instinct de parler pour ne rien dire et être cru. A quoi s'accrochent merveilleusement des idées de droite.

Cette insignifiance mi-naturelle, mi-calculée, le problème c'est que cela tend à faire naître une égale inconscience dans le public, lequel, comme on a vu, se met alors à répondre avec enthousiasme aux phrases creuses: «nouveau», «faire autrement», etc.

Il y a des politiciens qui possèdent éminemment ce don: réveiller dans le peuple je ne sais quelle prédisposition à écouter des nullités démagogiques et à en espérer quelque chose.

Un discours plein de sens rend les populations sensibles au sens, tandis qu'un discours vide les gagne aussi mais neutralise leur besoin de pensée politique.

Cela ferait un sujet de thèse original pour les étudiants des politologues que l'on connaît. L'étudiant pourrait par exemple opposer à ce point de vue René Lévesque à Mario Dumont.

Il pourrait aussi, de comparable cette fois, aller chercher l'exemple de Réal Caouette qui, dans les années cinquante, grande gueule et démagogue, perfide soutien de l'ordre établi grâce à une doctrine de droite populiste appelée crédit social, fit un malheur et rafla d'un coup 26 comtés.

PIERRE VADEBONCOEUR

La morale élastique

De Sesame Street à Playboy

Les politiciens américains, toujours aussi prompts à protéger les grandes vertus puritaines qui font de ce pays un exemple de droiture morale, partent en guerre contre les marionnettes séropositives¹. Passe encore que la version sud-africaine de *Sesame Street* veuille introduire une nouvelle marionnette porteuse du VIH dans ce pays où une personne sur neuf vit avec le virus. Mais de là à ce que ces émissions soient diffusées aux USA, il ne faudrait pas charrier, comme on dit. Car comme l'expliquent les politiciens signataires d'une lettre de protestation envoyée au diffuseur PBS, c'est bien d'apprendre la compassion aux jeunes, mais il y a un âge pour ça. Et tout le monde sait qu'aux États, l'âge légal de la compassion est de 107 ans.

Parlant de compassion, on peut dire que le magazine *Playboy* en a eu dans son édition du mois d'août avec son numéro spécial «Women from Enron». En effet, dans le pays où les enfants apprennent (sans doute avec des marionnettes) qu'un bon capitaliste doit saisir toutes les occasions de faire du cash, le magazine qu'on ne lit que d'une seule main n'a pas hésité à faire appel aux plus belles employées d'*Enron* qui se sont retrouvées dans la rue suite aux magouilles de leurs patrons. Et devinez quoi? Ils remettent ça, cette fois-ci avec les femmes «remerciées» de chez *WorldCom*

et de chez *Arthur Andersen*², deux autres leaders de la fraude fiscale. En ce qui me concerne, je proposerais plutôt aux croasseurs professionnels à la tête de ces sociétés de poser nus dans *Business Week* ou dans le *Wall*



Street Journal. Si c'est vrai qu'ils n'ont rien à cacher (à part quelques bourrelets), qu'ils le prouvent!

Parlant de choses à cacher (admirez les enchaînements naturels entre les paragraphes...), il semble que notre bon gouvernement québécois en ait aussi quelques-unes, comme la question des injustices chroniques qu'il cautionne et dont sont venues nous rappeler les affiches qu'a installées AbriBec dans les abribus de la Ville de

Québec. Ce collectif d'artistes, qui veut soulever le débat sur les inégalités et les préjugés dont sont victimes un nombre croissant de nos concitoyens qui ne parviennent plus à «rejoindre les deux bouts», semble en effet avoir trouvé un moyen de déranger la quiétude de nos autorités. Leur bonne idée fut de parodier la campagne AGIR du gouvernement québécois en l'incitant à agir à la bonne place, au lieu de s'auto-encenser avec notre argent. En particulier en forçant les entreprises à prendre leurs responsabilités sociales.

Car comme le dit si bien leur belle affiche (qu'on peut se procurer sur leur site web³): «Des patrons qui cherchent des abris fiscaux pour eux et qui refusent que le salaire minimum sorte les travailleurs de la pauvreté; des impôts qu'on réduit à coup de milliards de \$ sans améliorer le revenu des personnes trop pauvres pour payer de l'impôt; des profits sans plafond et une sécurité de revenu sans plancher pour couvrir les besoins essentiels; C'EST-TU L'AVENIR QU'ON VEUT?»

YVON D. RANGER

- 1- http://news.bbc.co.uk/1/english/entertainment/tv_and_radio/newsid_2129000/2129144.stm
- 2- http://story.news.yahoo.com/news?tmpl=story2&u=/nm/20020715/en_nm/media_playboy_dc_26e=3
- 3- <http://www.abribec.qc.ca/navigation.html>

Usine Magnola Victoire des militants, mais rien de rassurant pour l'environnement

Un dossier sale

Le dossier de l'usine Magnola pouvait déjà se qualifier de sombre suite aux incidents entourant la mise en service de l'usine (Le Couac, août 2001, <http://www.lecouac.org/dubuc.html>). Il est en train de devenir carrément « noir »...

On se rappellera que le gouvernement du Québec avait autorisé en 1998, par décret, la construction de l'usine Magnola. Il allait ainsi à l'encontre des recommandations du Bureau d'audiences publiques environnementales (BAPE) qui demandait qu'un autre procédé d'extraction – ne générant pas d'organochlorés – soit utilisé.

C'est durant le procès de Rock Lanthier que l'on a appris, de la bouche d'un témoin du ministère de l'Environnement, « qu'à l'époque il y avait urgence pour adopter le décret, et que seules les conclusions du rapport ont été transmises au ministre avant l'adoption du décret. Quant au rapport il a été terminé postérieurement... ». Après vérification des documents, on remarque effectivement que le rapport soumis au ministre pour l'adoption du décret est daté du mois de mai, alors que le décret est du mois d'avril...

Le même témoin a admis « candidement » – pour reprendre l'expression utilisée par la juge Danielle Côté – que les considérations économiques dans la région d'Asbestos ont eu raison des facteurs de « pondération » que représentaient aux yeux du Ministère les risques potentiels pour l'environnement. Le chat sort du sac : créer quelques centaines de jobs qui ne vont enrichir véritablement qu'une poignée d'individus, vaudrait donc mieux pour le gouvernement, que la santé de la population.

Un cauchemar anticipé

Les « risques potentiels » semblent en voie de devenir des catastrophes bien réelles si l'on en croit les premiers résultats de tests visant à vérifier la toxicité des émissions de cette usine. C'est du moins ce qu'affirme Jean-Pierre Chapleau, président du Comité de citoyens Magnola (CCM) : « [ces résultats] montrent qu'on peut déjà détecter, dans l'air ambiant, la présence d'hexa-

chlorobenzène provenant de Magnola alors que l'usine est loin de fonctionner à plein rendement. » (La Presse, 19-07).

L'entreprise n'a fonctionné qu'au tiers de sa capacité durant toute l'année 2001. Et la principale source de ces émissions, celles provenant du hall d'électrolyse par où 97% des polluants sont émis dans l'atmosphère, n'a même pas encore été échantillonnée une seule fois...

Sans compter qu'un des échantillons d'air analysés atteignait déjà presque 50% de la norme maximale imposée par le ministère de l'Environnement ! Une norme à laquelle, par ailleurs, le CCM n'adhère même pas parce qu'elles ne sont pas appropriées au type de toxicité des organochlorés !

La complaisance crasse

Et qui est en charge de ces analyses ? Je vous le donne en mille : l'usine Magnola elle-même ! Comme si le Ministère de l'environnement n'avait pas encore assez fait preuve de complaisance envers l'entreprise, il lui a laissé le soin d'élaborer elle-même la méthodologie pour mesurer les émissions provenant des événements aménagés dans les bâtiments de l'usine.

« C'est sûr qu'on aurait préféré que l'échantillonnage de la source principale d'émission toxique se fasse dès que l'usine a démarré ses activités, rappelle le président du CCM, mais comme ce fut le cas de bien d'autres irritants dans cette affaire, le ministère de l'Environnement a rejeté nos demandes ». Des demandes fort simples et minimales, du simple point de vue de l'indépendance scientifique. Notamment celle de voir à ce que les échantillons d'air recueillis soient analysés par un autre laboratoire que celui de l'usine Magnola...

En comparaison, l'UPA du Centre-du-Québec a obtenu des analyses des vaches, des moutons et des abeilles qui seront, elles, effectuées dans les laboratoires du ministère de l'Agriculture à la suite du refus des producteurs de confier ce travail aux laboratoires de Magnola ! Si l'UPA et le gouvernement pouvaient seulement traiter les humains comme ils traitent leurs vaches, on serait déjà un peu moins inquiets...

BRUNO DUBUC

La faute du juge Boilard

Blâmé par le Conseil canadien de la magistrature, le juge Jean-Guy Boilard, qui présidait le procès des Hell's Angels, a démissionné.

Pourquoi a-t-il été blâmé ? Quelle a été sa faute ?

Sa faute a été de dire sa façon de penser aux avocats qui se présentent devant lui. Faute grave, de nos jours. La *political correctness* fait la loi : tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Cette maladie débilite atteint les mondes de la politique et de l'information. Elle s'étend au monde de la justice.

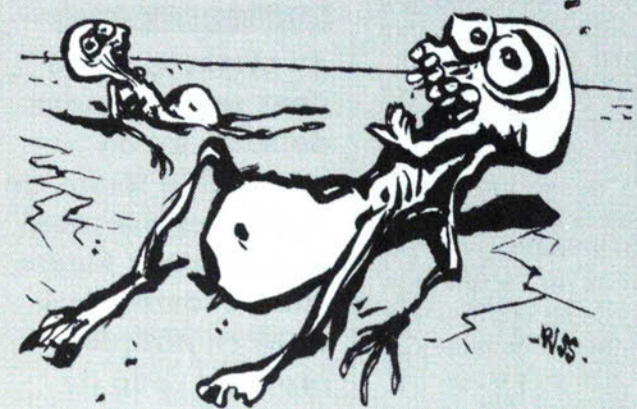
Qu'en pensent les psychologues ? Tout ce refoulement ne risque-t-il pas de rendre les gens plus méchants ?

MAX

Un méga travailleur au noir

Paul Martin n'a jamais rien fait pour empêcher le recours aux paradis fiscaux. Pourquoi ? Peut-être parce que ses propres entreprises sont enregistrées aux Bahamas, un paradis fiscal. Mais aussi sans doute parce que la police arrêterait surtout des hommes d'affaires et des politiciens « honnêtes et respectables ». Dommage : les fouilles-merdes des bulletins de nouvelles télévisés nous feraient visiter les hauteurs de Westmount et les quartiers chic du West Island, ça nous changerait des voleurs de dépanneurs de Pointe St-Charles et d'Hochelaga-Maisonneuve.

JACQUES BOUCHARD



SUITE AU PROCÈS d'un militant en lutte contre les émissions toxiques de l'usine Magnola, de nouvelles révélations viennent ternir encore un peu plus l'image de la filiale de Noranda et, surtout, du ministère de l'Environnement du Québec.

Dans un jugement rendu le 4 juillet dernier à Sherbrooke, la juge Danielle Côté a donné à Rock Lanthier l'absolution inconditionnelle de la cour, pour avoir résisté à son arrestation lors d'une manifestation en mai 2001. Le militant, membre du Comité de Lutte aux Organochlorés (CLO), voulait alors faire connaître les méfaits des polluants rejetés par l'usine Magnola de Danville.

Ce verdict d'absolution inconditionnelle montre hors de tout doute que la juge reconnaît la légitimité du travail du militant et de son groupe. Ce sont surtout les preuves scientifiques accablantes sur les dangers des organochlorés qui ont fait comprendre à la juge Côté « les motivations profondes des manifestants ». Les effets néfastes et permanents des dioxines, furanes, BPC et hexachlorobenzènes (4 des 12 substances les plus toxiques sur la planète) émis par le procédé d'extraction du magnésium de l'usine sont bien documentés et connus.

La juge Côté a aussi tenu à souligner que le CLO avait opté pour la désobéissance civile pacifique, après avoir tenté sans succès d'obtenir l'application de la Convention de Stockholm, dont le Canada est signataire, et qui prévoit le bannissement total de ces substances.

Protection ?

Contre le « terrorisme » et pour protéger « ses » citoyens, l'État canadien prépare une nouvelle législation environnementale (PC, 22-07). Il ne sera plus possible pour le public de savoir où est entreposé et en quelle quantité des matières industrielles dangereuses « pouvant être transformés en bombe ».

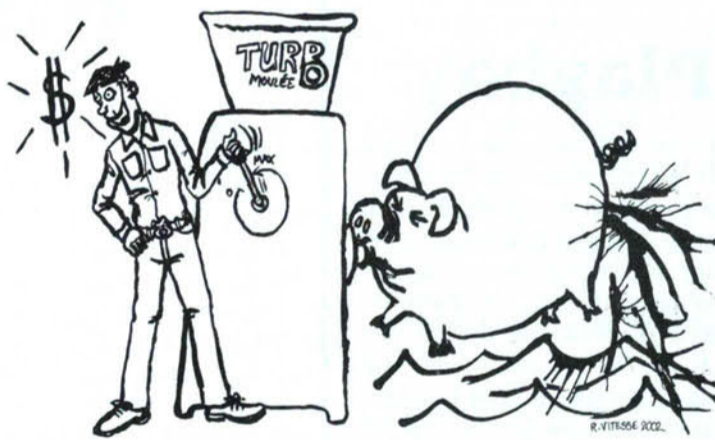
Les citoyens n'auront donc qu'à dormir sur leurs deux oreilles, le cul peut-être posé sur une bombe. Le gouvernement et l'entreprise privée veillent à maintenir l'ignorance. Il n'y a donc rien à craindre : tout est normal...

Paul Chrétien ou Jean Martin ?

« Tout le monde a remarqué le départ de Paul Martin [...] mais ils sont moins nombreux à avoir remarqué qu'il est parti seul : aucun ministre n'a démissionné par solidarité ou dans l'indignation » écrit Paul Wells, chroniqueur au *National Post* (repris par *La Presse* 15-6) Comment expliquer cette absence de réaction alors que Chantal Hébert écrit : « la majorité des députés ministériels sont acquis à la cause de Paul Martin ». (Le *Devoir* 10-6) Et si les « organisateurs qui contrôlent les hautes instances du parti » avaient dit « aux députés ministériels » de rester assis sur leur cul pendant que l'orage passe... Sinon comment expliquer que Paul Martin veuille malgré tout devenir le chef de cette bande de couilles molles ?

JACQUES BOUCHARD

Cochon de laid



QUELQUES VACHERIES, pour les grosses légumes de producteurs de porcs en quantités industrielles et exponentielles... Surajoutons de la merde à leurs affaires en se rappelant que les pauvres ersatz d'animaux qu'ils produisent sont fabriqués de toutes pièces... après qu'on eu fabriqué des consensus et de riches propriétaires.

Pour commencer, citons le bon Laurent Pellerin, de l'Union des Producteurs Agricoles (U.P.A.) : « Les vives tensions qu'occasionne le développement de la production porcine sont bien réelles et suscitent des interrogations dans nos rangs depuis plusieurs mois. Devant tout cela, l'UPA concède l'à-propos d'une commission du BAPE sur la production porcine. Cette commission, espérons-le, sera à même de mener une analyse approfondie, de faire appel à des spécialistes crédibles, de pondérer les points de vue et de déboucher sur des recommandations susceptibles de favoriser le développement durable des entreprises agricoles et de concilier, à terme, les préoccupations agricoles, sociales et environnementales. » (Le *Devoir*, 22-06-02). Vaste projet. Amen !

Viande à chien, on ne s'y reconnaît déjà presque plus à distinguer un poulet « végétal » d'un « bio » et, pourquoi pas, d'un

cochon facétieux et d'une vache folle-dingue comme tous ces gens à la botte du profit-boucherie. Le *Devoir* (29-06-02) annonce que la firme de resto-ration St-Hubert servira dorénavant un bestiau estampillé « nourri exclusivement de moulée végétale ». Ça alors ! Grâce aux films pour tous *Chicken* et *Babes*, on avait cru enfin comprendre que ces animaux étaient végétariens. Ah bon, mon gras...

Mais, revenons à nos cochons sans trop tire-bouchonner. Face au fumet nauséabond – je ne parle pas du St-Hubert (quoique) mais de celui des monstrueuses porcheries –, on pense à un quelconque écran de fumée comme celui dont il est question avec Monsieur Pellerin de l'UPA. Soit noyer dans les eaux troubles de spécialistes en expertises et en pondérations des points de vue (comprendre « diluer et égaliser les avis et les évidences de telle sorte que l'on puisse faire avaler n'importe quoi à n'importe qui »). Pour ces gens-là, faire du « développement durable » constitue un euphémisme pour poursuivre, à toute vapeur, notre destruction pour de l'argent qui, lui, c'est bien connu, n'a pas d'odeur...

Parlant d'odeurs, notre Ministère qui est aux cieus, celui de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPA), de connivence avec « Les producteurs porcins du Haut Saint-Laurent », offre ces jours-ci un programme pilote afin de créer des « écrans de verdure, soit des haies brise-odeur composées d'arbres de taille moyenne – 1,5 à 2,5 mètres ». Remarquez que le nom du programme est déjà assez évocateur : « Prime-vert ».

Les producteurs intéressés par « cette technologie (sic) peuvent recevoir jusqu'à

10 000 \$ en soutien financier (70% des frais occasionnés) afin de réduire la pollution diffuse dont l'essentiel est d'origine agricole. » (Toujours tiré de ce bon *Devoir* militant, pur et dur comme du bon beurre, 27-06-02).

Et toi, mon frère, tu n'en voudrais pas d'une belle haie grassement subventionnée pour jouer à cache-cache ?

Dans un autre article du quotidien qui fait ce qu'il peut (Le *Devoir* 4-7-02), on nous rappelle les propos du Ministre Boisclair à propos de la nouvelle réglementation québécoise en matière de pesticides.

Sémillant, le journaliste Louis-Gilles Francoeur observe que la littérature scientifique fait état de nécessaires bandes riveraines d'une bonne dizaine de mètres pour protéger l'eau. Or la réglementation gouvernementale antérieure – demeurée inopérante puisque laissée dans les mains des municipalités (juges et parties...) – souhaitait une bande riveraine de cinq mètres. Qu'à cela ne tienne, la toute nouvelle réglementation du ministre – dont l'application reste à voir – est réajustée à la baisse. Trois mètres pour la protection de l'eau ! Puissant lobby le cochon, n'est-ce pas ?

Il n'y a qu'un pas à faire pour que des alertes aux cochons carnivores évadés des méga porcheries surviennent, et que l'on nous suggère de faire nos ablutions dans les magnifiques cours d'eau naturels du Québec en tenue d'homme grenouille, voire en scaphandre.

Après l'ère de la langue de bois voici celui de la langue pendante politico-porcine. C'est qu'ici, on l'aime notre super cochon. La patte graissée, de préférence.

RAMON VITESSE

Quand ESSO rime avec les SS nazis

GREENPEACE s'est engagé depuis plus d'un an dans une campagne internationale de boycott des produits du géant pétrolier Esso (Exxon Mobil). La pétrolière est, entre autres, accusée :

- de nier la science des changements climatiques et de soutenir des lobbys anti-Kyoto ;
- de ne pas investir dans les énergies renouvelables ;
- de produire l'essence la plus polluante au Canada – contenant le taux de soufre le plus élevé, à l'origine du smog.

Le géant du pétrole a réagi, en France, en amenant Greenpeace France en justice pour détournement de son logo et

usage illicite de sa marque. La pétrolière prétend que les visiteurs du site Internet stopesso de Greenpeace France sont assez stupides pour confondre ce site et le site officiel de l'entreprise.

Mais, l'accusation la plus invraisemblable est que le remplacement des deux « s » par des signes de dollars qui fait qu'ESSO devient ESSO est, aux yeux du géant, un rappel du sigle des SS, les troupes sanguinaires des nazis. L'avocat d'Esso, M^e Jacques Armengaud, a maladroitement tenté d'expliquer comment à cause « du scintillement de l'écran », le minuscule logo apposé sur la représentation d'une station essence en haut et à gauche du site, faisait irrésistiblement penser au sigle des tortionnaires nazis. Pourtant, tout être normalement constitué y voit tout de suite le signe du fric qu'empoche l'entreprise ; démontrant que les profits passent avant la planète et les populations.

Esso a réclamé que soit retiré le mot « Esso » du site Internet de Greenpeace France afin d'éliminer le référencement du site stopesso sur les moteurs de recherche.

Comme s'il était possible de dénoncer les politiques d'Esso sans nommer Esso... Esso tente d'exercer une censure.

Le ridicule du ridicule

L'entreprise s'est gardée d'attaquer le contenu du site et de la campagne de dénigrement contre le géant pétrolier. Alors que personne n'avait associé les deux S aux nazis, Esso vient de faire sa propre contre-publicité et aurait pu faire la une de la revue Adbusters qui se spécialise, notamment, dans la déformation des logos pour dénoncer la fraude publicitaire. De la peur d'être ridiculisé, Esso se ridiculise.

Le logo StopESSO est utilisé sur d'autres sites nationaux de Greenpeace – Allemagne, Canada (www.stopesso.ca), États-Unis, Grande-Bretagne, Luxembourg. Mais, seule la France est touchée par une poursuite de la part d'Esso parce qu'il existe dans ce pays une jurisprudence liée à une campagne de boycott de la marque Danone, qu'Esso a utilisé à son profit.

Ennemi n° 1 du climat

Les pétrolières sont parmi les entreprises qui émettent les plus grandes quantités de gaz à effet de serre (GES) et Esso est de loin la plus récalcitrante à moderniser ses outils et à diminuer cette pollution. Saviez-vous que pour produire une tonne de pétrole raffiné, il est nécessaire d'extraire 1,25 tonne de pétrole du sol ? Le 0,25 de surplus est consommé pour le forage, le pompage, le transport et surtout pour le raffinage. On calcule que plus de 20 % du pétrole extrait part en GES.



Manifestants anti-Esso à Montréal, rue Saint-Laurent

Cette condamnation du site de Greenpeace France est en contradiction avec l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme :

- Toute personne a droit à la liberté d'expression.
- Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorité publique et sans considération de frontières.

Le juge a condamné Greenpeace France en référé pour avoir détourné le logo d'Esso. Si l'organisation ne se conforme pas à la directive de le retirer, elle devra verser une amende de 5 000 Euros par jour

Le plaidoyer des avocats de Greenpeace s'est appuyé, outre sur le droit à la liberté d'expression, sur le droit à l'expression caricaturale et au sens de la parodie admise en droit des marques. Ils ont allégué que les signes de \$ (en remplacement des deux S d'Esso) sont immédiatement perceptibles par le public et associés à la recherche du profit.

Le verdict est tombé le 8 juillet dernier. Le juge Binoche a condamné Greenpeace France en référé pour avoir détourné le logo d'Esso. Si l'organisation ne se conforme pas à la directive de le retirer, elle devra verser une amende de 5 000 Euros par jour. Greenpeace France fait appel de cette décision. Désormais le site Internet affiche : censuré par Esso (www.greenpeace.fr).

Citoyens et citoyennes, faites votre part : n'achetez pas chez ESSO. Boycotter Esso, c'est boycotter un ami intime de la Maison Blanche et manifester son opposition à la politique de l'énergie de Bush. Amen !

CLÔDE DE GUISE

G8 & mondialisation

Lors du G8, Calgary avait organisé une soirée en l'honneur des milliers de délégués et journalistes venus couvrir le sommet. L'objectif : leur faire découvrir les attraits typiques de Calgary. Au programme, musique Western, rodéo, bouffe et boisson à volonté. Et en prime, un chapeau de cow-boy... made in Mexico. Authentique !

Une stratégie à la Rome antique

LES ÉTATS-UNIS ont besoin d'un État palestinien pour présider enfin à la reddition plus ou moins sans condition de la Palestine. Ils en ont immédiatement besoin pour en finir avec la guerre sauvage mais impuissante des Palestiniens et assurer la victoire définitive de la puissance militaire classique israélienne. Donc ils l'ont proposé.

Il leur faut pour que s'installe en Palestine le gouvernement sage et désarmé qui conviendrait aussi bien à Washington qu'à Israël. Il faut donner un statut fort au plus faible en rendant ce dernier plus faible encore et en conférant à cette faiblesse une forme officielle incontestable. On se cherchait quelqu'un pour capituler et ce serait cet État-là. Au contraire, Arafat ne voudrait pas capituler et donc on veut le mettre de côté.

Un État palestinien reconnu mais incapable de lutter et ayant abandonné toute lutte sera nécessaire pour conclure avec Israël une paix mais sans pouvoir en négocier réellement les termes. Cette paix sera celle du vainqueur, un point c'est tout.

Tel gouvernement approuvé par Washington et Tel Aviv pourra, pour la partie palestinienne, confirmer une fois pour toutes les conquêtes israéliennes de 1967 et avaliser la colonisation.

Cet État serait en effet bien précieux pour Israël. Les conseillers du président Bush ont compris déjà depuis un certain temps ceci : comme cet État incontesté et reconnu de tous n'existe pas, il faut l'inventer. Car il s'agit d'un instrument de toute première nécessité.

Sharon se montrait lent à comprendre cela, mais c'est à cause de son opinion publique. Il fallait donc aider le premier ministre israélien à admettre cette solution en la lui imposant.



Les bons offices de Washington à cet égard étaient indispensables. Il ne resterait plus à Sharon, devant le plan Bush, qu'à se faire un peu tirer l'oeille pour se couvrir. Puis il aurait enfin les coudées franches dans son pays pour faire la seule chose sensée et susceptible de consacrer sa victoire. Car serait consacrée du même coup la défaite palestinienne définitive moyennant l'octroi d'une entité politique en bonne et due forme, dite de Palestine.

La région serait devenue plus que tranquille, elle serait pacifiée ; c'est-à-dire que la Palestine serait enfin soumise, comme sous l'ancienne Rome.

L'accord territorial, une fois conclu dans la paix par un gouvernement en place mais démuné, serait irréversible. Au grand désavantage de la Palestine, mais peu importe certes.

Surtout la donne sur le terrain serait changée au point que la lutte ou le désir de lutte jamais terminés depuis quarante-cinq ans et davantage ne pourraient reprendre. L'idée même en serait morte, achevée par un État dit légitime.

L'Etat formel en question aurait servi de monnaie d'échange pour un petit peuple qui de toute façon doit être épuisé par tant de malheurs. Épuisé, mort de fatigue, ruiné.

Quant à l'intérêt propre des États-Unis dans cette opération, c'est quelque chose d'évident - de plus évident même que celui d'Israël s'il se peut. Dans une guerre aussi étendue que celle qu'a promise Washington, étendue mais conduite à la romaine par conquêtes successives et limitées, assurées chaque fois par installation sur place de régimes favorables à l'empire, il faut pacifier et stabiliser ses arrières. La Palestine est un de ces arrières.

PIERRE VADEBONCOEUR

Routine habituelle

Aucun participant aux grandes manifestations dénonçant les massacres en Tchétchénie.

Science économique

Depuis dix ans, les économistes nous répètent que la gestion privée est efficace puisqu'elle cherche à maximiser le profit, contrairement à la gestion publique qui serait par nature inefficace. Les scandales comptables d'Enron et de WorldCom et l'affaissement des titres boursiers de Vivendi Universal et de AOL-Time seraient-ils la preuve que le discours économique relève de l'idéologie plus que de la science ?

États-Unis Pas de Cour pénale internationale

Les États-Unis ne veulent vraiment pas de la Cour pénale internationale. Au point que ce pays, le pivot de l'axe du bien, a mitonné un projet de loi qui prévoit que toute personne au service des États-Unis pourra être sauvée de la CPI. Y compris par la force.

Prenons l'exemple le plus bête et le plus improbable. Un soldat américain est soupçonné de crime de guerre. Il est arrêté dans un des pays qui reconnaissent la CPI. Il est livré au tribunal de La Haye. Le jour de son jugement,



un commando des forces spéciales américaines investit le bâtiment, flingue deux, trois policiers qui tentent de s'interposer et repart avec l'inculpé sous le bras. Vous me direz, c'est pas possible, ça pourra jamais exister ! C'est vrai, c'est improbable.

Autant qu'il est improbable qu'un citoyen américain commette un jour un crime de guerre.

CHARB
(Charlie Hebdo, N° 525)

L'axe du bien en Afghanistan Circulez

Dans un documentaire montré au Parlement de Strasbourg, le journaliste irlandais Jamie Doran cite de nombreux témoignages selon lesquels des prisonniers talibans tombés aux mains des soldats de l'Alliance du Nord seraient morts exécutés ou étouffés dans des conteneurs, après leur reddition à Kunduz, à la fin de l'année dernière. Selon le documentaire, des soldats américains auraient demandé aux Afghans de se débarrasser des cadavres, pour éviter que des traces compromettantes n'apparaissent sur des photos satellites. Entre 1 500 et 4 000 corps se trouveraient enterrés sous le sable. « Nous allons demander à la Croix rouge internationale de faire une enquête », a promis l'eurodéputé PCF Francis Wurtz. Cause toujours, a répondu le porte-parole du commandement central américain, Brad Lowell : « Nous avons examiné ces allégations et nous n'avons rien trouvé qui mérite l'ouverture d'une enquête formelle. » Un coup de balai devrait suffire.

Sa Sainteté Doublevée Premier

Zbigniew Brzezinski renouvellerait ses menaces d'anarchie mondiale lors d'un interview donné à l'Express le 27 décembre dernier, parmi d'autres superbes conneries comme : « L'Amérique reste le seul pays à être capable d'agir à l'échelle planétaire. Les événements du 11 septembre n'ont fait que renforcer son rôle de superpuissance. Toute nation organisée du globe est une victime potentielle du terrorisme et recherche, à ce titre, un appui. Avez-vous vu le défilé des chefs d'État à la Maison-Blanche après les attentats ? On se serait cru aux audiences du pape !... »

Êtes-vous vacciné contre la spéculite ?

AVEZ-VOUS ACHETÉ des actions de Nortel à 120\$, espérant les revendre encore plus cher? Envisagez-vous l'achat d'un triplex sur le plateau? Méfiez-vous, l'épidémie de spéculite atteint chaque jour des milliers de gens.

Via un contact anodin avec un conseiller financier, vecteur connu de cet agent infectieux, vous pourriez avoir été exposé au terrible *Ricardo speculitis*. Quoique plus discrets, les agents immobiliers ont contaminé récemment de nombreux mont-réalais. On soupçonne fortement que les banquiers, les comptables et les journalistes contribuent à sa propagation.

Fléau bien connu de nos grands-parents, qui vécurent la grande dépression, la recrudescence de spéculite avait été notée au cours des années 1990. Les premiers symptômes, relativement peu spécifiques, communs, apparaissent sous la forme d'un désir diffus mais irrépressible de devenir riche. Dans sa forme classique, les manifestations subséquentes mènent le sujet infecté à ne pas reconnaître certaines formes de réalité, à nier, par exemple, la matérialité concrète d'un immeuble ou d'un terrain. Dans sa variante la plus grave, la personne atteinte perd ses connaissances et habiletés les plus primitives (ex. savoir compter), toutes les facultés étant obnubilées par l'obsession de la fortune à venir.

Ainsi, on rapporte que certaines personnes achètent des triplex montréalais au prix de 500 000\$, pour un coût mensuel de plus de 4000\$, alors que les loyers rapporteraient moins de 2000\$ par mois! Plusieurs agents immobiliers ont souffert d'hallucinations visuelles et ont confondu Hochelaga, Centre-sud, Villeray, Rosemont et même Pointe St-Charles avec le Plateau Mont-Royal. Les places boursières ont été envahies de personnes atteintes de spéculite; par exemple, des actions de Nortel ont été achetées à plus de 120\$ alors qu'elles se vendent aujourd'hui autour de 25\$.

Rarement létale, la spéculite est habituellement de courte durée. En effet, le recrutement continu de personnes naïves (vierges, non-immunes) est nécessaire au maintien de l'épidémie. Lorsque tarit l'arrivée de personnes nouvellement atteintes, la désillusion frappe progressivement l'ensemble de la population; alors, il ne devient plus possible de vendre un immeuble ou des actions sans tenir compte de leur valeur d'usage, de leurs bénéfices réels.

Étrange phénomène, qui causa la ruine de bien des personnes honnêtes et... accrût la fortune des autres!

PAT MORENCY

La cupidité

« La cupidité est la cause de ces catastrophes. »

« La falsification et la fraude détruisent le capitalisme. »

QUI COMMENTE ainsi les scandales Enron, WorldCom, Tyco etc.? Un méchant socialiste? Un moraliste qui ne comprend rien au monde des affaires? Mais non, ce sont au contraire les propos d'un pape de la libre entreprise, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine...

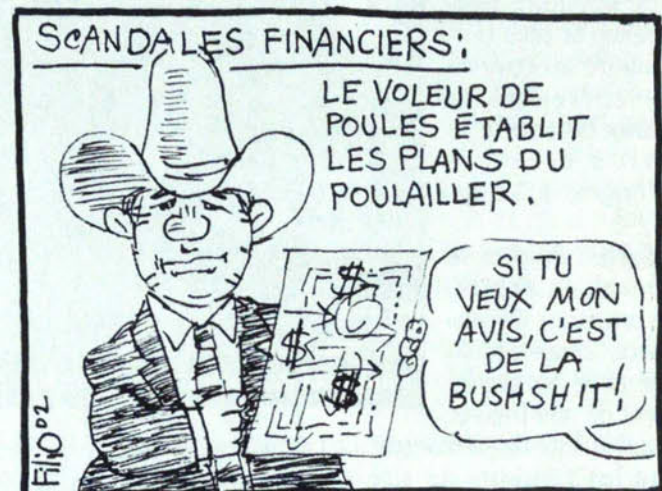
En un sens, c'était à prévoir. Pendant trois quarts de siècle, jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique en 1991, l'influence communiste et l'influence capitaliste se disputaient le monde. L'effondrement du bloc communiste a laissé les coudées franches au capitalisme, c'est-à-dire, pour l'essentiel, aux États-Unis et aux multinationales qu'ils dirigent. Ces dernières n'ont pas eu le triomphe modeste. Ils se sont crus tout permis. Dans la ronde des milliards, l'argent les a empoisonnés.

On a toujours su que le capitalisme devait être réglementé, sans quoi, à l'état sauvage, il piétine les êtres humains. Les réglementations qui existent sont insuffisantes. Mais de nouvelles règles suffiront-elles? Déjà, l'ineffable George W. Bush s'est opposé à ce que les stock-options soient intégrées aux comptes des entreprises. Or c'est principalement au moyen des stock-options que les grands patrons ont gonflé scandaleusement leurs comptes en banque, au détriment des actionnaires et, en fin de compte, des employés.

Les multinationales ne se contentent plus d'ententes secrètes. L'OMC (Organisation mondiale du commerce) est maintenant sous leur contrôle. Ainsi, leur pouvoir est désormais plus grand que celui des gouvernements nationaux. Certains invoquent l'exception culturelle pour

sauver les meubles, mais le poison continue de s'infiltrer.

Quant aux Nations Unies, les États-Unis s'emploient depuis des années, avec succès, à les réduire à l'impuissance. Au Proche-Orient comme ailleurs, c'est Washington qui fait la loi. L'Europe observe et glisse parfois des commentaires, elle rêve d'équilibrer un jour la puissance étatsunienne, mais la construction de l'Union piétine. La politique agricole commune, une affaire de gros sous, fait obstacle.



On n'en sort pas, l'argent est un poison. Nous subissons l'influence de nos voisins du sud, nos principaux partenaires commerciaux. Le monde du spectacle cherche à occuper toute la place sur le terrain de la culture. La publicité nous impose insidieusement les valeurs étatsuniennes. Devenu gros « business », notre sport national, le hockey, perd ses racines. La violence en a chassé l'esprit sportif. Les informations portent aussi souvent sur les salaires des joueurs que sur leurs prouesses. L'argent est partout.

Ne retrouve-t-on pas l'obsession de l'argent dans le monde vital de l'éducation, où l'on semble parfois vouloir former des prolétaires plutôt que des citoyens?

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Le petit cours d'autodéfense intellectuelle 11/12 Le modèle en-qu-e-te et l'homéopathie

It is not what the man of science believes that distinguishes him, but how and why he believes it.

Bertrand Russell

Le temps file et c'est déjà l'avant-dernière de ce petit cours. Le moment est donc venu de synthétiser quelque peu ce qu'on a vu et de le mettre en application.



Je vous propose ce mois-ci un modèle destiné à nous aider à évaluer des propositions qu'on soumet à notre approbation. Il a été conçu par Theodore Schlick Jr. et Lewis Vaughn. En anglais, il s'appelait « S-E-A-RCH » (c'est un acronyme), ce que je propose de rendre par EN-QU-E-TE (un autre acronyme). Je vous le présente d'abord; je vous inviterai ensuite à l'appliquer à un objet, l'homéopathie.

Le modèle EN-QU-E-TE

Il comprend quatre moments:

ÉNoncer la proposition

Déterminer ce **Q**UI est invoqué pour la soutenir

Envisager d'autres hypothèses

TEster toutes les hypothèses.

Voyons cela de plus près.

Le premier moment consiste à **É**Noncer le plus clairement possible la proposition qui est mise l'avant. L'idée est toute simple: on ne devrait pas évaluer de manière critique une proposition que l'on ne comprend pas, dont n'a pas une idée précise de ce qu'elle signifie. Or, bien souvent, les propositions que l'on nous demande d'admettre ne sont ni précises, ni claires. La première étape sera donc de la formuler clairement. Bref: qu'est-ce qui est avancé exactement?

Le deuxième moment consiste à déterminer **Q**Uels arguments et **Q**Uelles données sont mises de l'avant pour soutenir la proposition. Ces arguments sont-ils valides? Ces données sont-elles fiables, crédibles? Il est bien entendu que rien ne remplacera jamais le fait d'être informé pour porter un jugement adéquat sur tout cela.

Le troisième moment est consacré à **E**nvisager des hypothèses alternatives. Demandez-vous si d'autres hypothèses que celle qui est proposée ne pourraient pas, elles aussi, être avancées en faveur de la proposition. Ici encore, l'idée est assez simple: il est toujours sage de ne pas sauter trop vite aux conclusions, de considérer d'autres explications possibles et de se dire que même si on ne parvient pas tout de suite à la trouver, il pourrait bien y en avoir une.

Le quatrième et dernier moment est celui où l'on **T**Este chaque hypothèse selon des critères d'adéquation. Ces critères sont au nombre de cinq. **T**estabilité. d'abord, i.e. l'hypothèse est-elle testable? Y a-t-il le moyen, au moins en principe, de déterminer si elle est vraie ou fautive? Si ce n'est pas le cas, elle est probablement triviale et sans valeur. **F**écondité. ensuite. L'idée est ici qu'une hypothèse qui permet de faire des prédictions observables, précises et surprenantes ou inattendues est, toutes choses étant égales, plus intéressante que les autres. **É**tendue. En un mot: toutes choses égales par ailleurs, plus une hypothèse explique de choses, plus est étendu le champ des phénomènes où elle s'applique, meilleure elle est. **S**implicité. On veut dire ici qu'en règle générale, une hypothèse qui nous oblige à faire moins d'assomptions, qui nous conduit à postuler moins d'entités, doit être préférée. **C**onservatisme, enfin: une hypothèse consistante avec nos savoirs les mieux fondés doit en général être préférée à une hypothèse qui ne l'est pas.

Il va de soi, mais vous l'aviez compris, que tout cela doit être appliqué de manière raisonnable — et non pas mécaniquement — et ouverte — et non pas dogmatiquement.

Je suppose que mon exposé reste un peu indigeste et abstrait. Pour y voir plus clair, appliquons ce modèle à un objet: je vous propose de nous pencher sur l'homéopathie.

L'homéopathie examinée avec le modèle EN-QU-E-TE

Fondée par S. Hahnemann (1755-1843), l'homéopathie (*homéo*: semblable et

pathos: souffrance) est une pratique médicale aujourd'hui encore bien répandue, y compris au Québec. Ses partisans vous diront que ça marche. Mais comme vous êtes un adepte de la pensée critique, il vous faudra plus que des anecdotes pour vous convaincre.

Les produits homéopathiques sont fabriqués de la manière suivante. On prend une part de la substance active (une plante, par exemple) que l'on dilue dans dix parts d'eau. On dilue ensuite une part de la potion résultante dans dix nouvelles parts d'eau. Le ratio est désormais de 1:100. Et on continue ainsi, en secouant le mélange à chaque fois. Un médicament à couramment un dosage appelé 30X, ce qui veut dire que l'opération a été répétée trente fois. Au total, le ratio est en ce cas d'une part de substance active pour 1, 000, 000, 000, 000, 000, 000, 000, 000, 000 parts d'eau. D'autres médicaments ont une préparation appelée 30C: en ce cas la dilution se fait dans cent parties d'eau. On obtient alors une part de substance active pour 1 suivi de 90 zéros parties d'eau. La potion résultante n'a alors plus une seule molécule de la substance de départ. Pour expliquer ce qui fait que ça marcherait quand même, les homéopathes invoquent typiquement des effets inconnus de (et même jugés impossibles par) la biologie et la chimie — la mémoire de l'eau, par exemple — et des processus et entités mystérieux comme la force vitale, l'harmonie et ainsi de suite.

Étrange manière de faire? Certainement. En fouillant un peu, vous découvrirez que l'homéopathie repose sur deux principes.

Le premier est que le semblable guérit le semblable — les homéopathes disent: *Similia similibus curantur*. Le deuxième principe affirme que plus petite est la dose, plus efficace sera le médicament. Au total, l'homéopathe pense que des doses infinitésimales de substances qui causent des symptômes d'une maladie donnée chez un sujet sain ont la propriété de soigner un sujet souffrant de cette maladie.

Qu'en penser? C'est maintenant à vous de jouer en appliquant le modèle EN-QU-E-TE — vous ne pensiez quand même pas que j'allais me taper tout le boulot!

Voici quelques pistes pour vous aider.

Vous devez d'abord **É**Noncer de manière satisfaisante ce qu'avancent les partisans de l'homéopathie.

Vous devez ensuite examiner ce **Q**UI est invoqué pour soutenir cette idée. Vous trouverez beaucoup d'anecdotes, ici; mais aussi des études invoquées par les défenseurs de l'homéopathie, études qui sont à peu près toutes et systématiquement récuses, pour des raisons méthodologiques, par ses adversaires et par des observateurs plus neutres.

D'autres hypothèses sont-elles **E**nvisageables pour expliquer les bienfaits rapportés par les gens qui se soignent par l'homéopathie? Vous pourrez certainement en formuler. Sachez notamment que la plupart de maladies dont nous souffrons dans notre vie — et notamment celles que dit soigner l'homéopathie — disparaissent d'elles-mêmes avec le temps. Sachez aussi que l'évaluation d'un médicament doit composer avec l'effet placebo par lequel une substance a des effets curatifs du seul fait que qui l'ingurgite croit à ses effets.

Il vous reste finalement à **T**Ester les hypothèses concurrentes retenues selon les critères d'adéquation et à conclure.

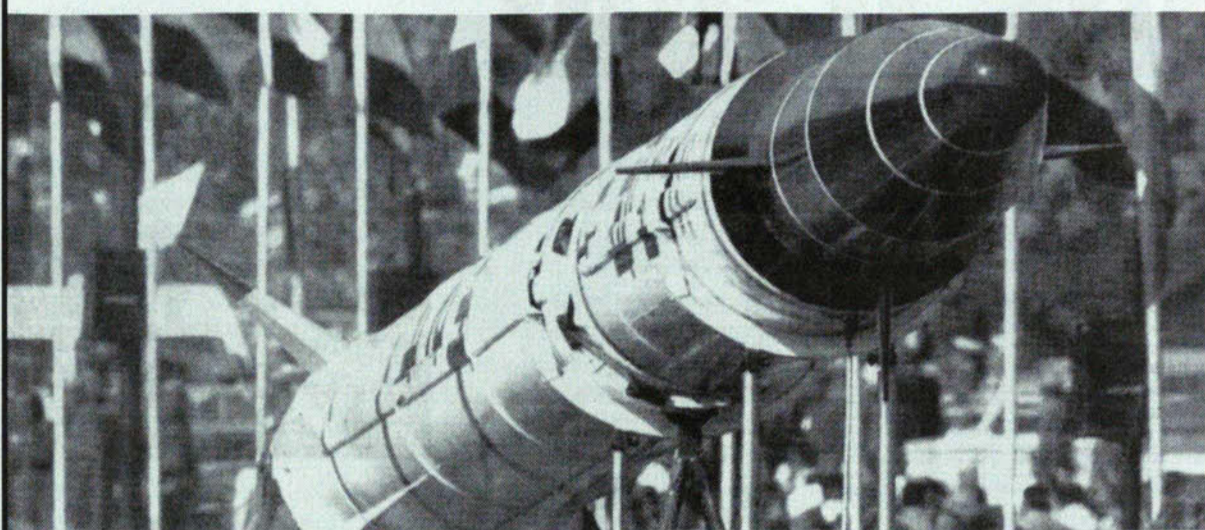
L'énigme du mois. Cette énigme a deux solutions, l'une évidente et compliquée et l'autre moins évidente mais toute simple: vous chercherez la simple, qui ne fait pas appel à la sommation de séries, pendant que le prof de maths se perd dans d'interminables calculs.

Deux cyclistes distants de vingt kilomètres en ligne droite partent simultanément l'un vers l'autre à une vitesse constante de 10 kilomètres à l'heure. Au même moment, une mouche quitte un guidon et file vers l'autre guidon. Sitôt qu'elle l'atteint, elle repart vers le premier guidon et continue de la sorte jusqu'à ce que les deux vélos se rencontrent, après quoi elle se pose. La mouche vole constamment à 15 kilomètres et repart instantanément des guidons, sans s'arrêter. On demande quelle distance elle aura parcouru à la fin de son vol.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca



Le tribunal international d'Hiroshima



AU MATIN DU 6 août 1945, la première bombe atomique est lancée contre des hommes. Hiroshima n'est plus que cendres. La bombe a explosé à environ 600 mètres au-dessus du sol. En un millionième de seconde, la température a grimpé à plusieurs millions de degrés.

Des survivants? Les historiens estiment aujourd'hui à 95 000 civils et 5000 militaires le nombre d'être humains tués sur le coup. Au moins 100 000 autres civils mourront des suites des radiations.

Le 8 août, le président américain Truman précise ses intentions lors du bombardement d'Hiroshima: « Une base militaire a été choisie comme objectif, car nous avons voulu, dans la mesure du possible, éviter de tuer des civils lors de la première attaque. » Ce jour-là, les Russes entrent en guerre contre les Japonais, à la demande des Américains, ce qui met en place le scénario de la guerre de Corée.

Ce 8 août toujours, la France, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les États-Unis signent un accord à Londres: les crimes de guerre contre l'humanité sont désormais punissables en vertu des décisions d'un tribunal international. Mais dans son rapport, le tribunal va décréter que « le bombardement aérien de villes et d'usines fait maintenant partie intégrante de la guerre moderne »...

Le lendemain, 9 août, les Américains lancent une seconde bombe atomique, cette fois sur Nagasaki. Quelque 150 000 civils sont tués.

En septembre 1945, dans son rapport aux autorités américaines, le général Groves assure que la bombe et ses radiations ne causent aucune « souffrance excessive » à ses victimes. Le général, appuyé par le travail d'une délégation de 11 « scientifiques », ajoute même qu'« il paraît [que] c'est une façon très agréable de mourir ».

Un journaliste australien, Wilfred Burchett, rapporte pourtant le témoignage d'un médecin japonais que des photos et des films appuieront: « Même les gens qui n'étaient pas là quand la bombe a explosé sont tombés malades et sont morts sans raison apparente. Ils ont cessé de se nourrir, ils ont perdu leurs cheveux, [...] ils ont commencé à saigner du nez, de la bouche et des yeux. Nous leur avons fait des injections de vitamines, pour nous apercevoir que la chair pourrissait à l'endroit de la piqûre. Tous nos patients meurent. »

Le 24 janvier 1946, l'ONU adopte à l'unanimité sa première résolution. Elle vise à « exclure des armements nationaux les armes atomiques et toutes les armes adaptées à la destruction massive ».

Ce sera, bien sûr, tout aussi efficace que les tribunaux internationaux patronnés par l'ONU depuis un demi siècle...

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Sven Lindqvist, *Maintenant tu es mort. Le siècle des bombes*, Paris, Le Serpent à plumes, 2002.

Escroc pas facho

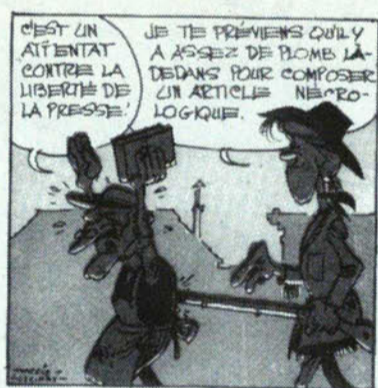
Chirac ou le Démon du Pouvoir, de Raphaëlle Bacqué, journaliste du *Monde* spécialiste en « chiraquie », trace un portrait impressionniste de Jacques Chirac, par le biais de ses relations avec son entourage. L'auteur nous décrit à coup de citations et de phrases assassines, un bête politique avide de pouvoir, dotée d'une énergie hors du commun, mais sans aucune vision personnelle. « Depuis toujours, il cherche. Une machine à idées, à stratégie, à programme. Un esprit carré et subtil auquel il fournirait son énergie. Une tête dont il serait les jambes. Un cerveau pour tout dire. » Chirac change d'idée comme il change de chemise. « En trente cinq ans de carrière politique, il n'a pas étreint que des électeurs, il a embrassé toutes les opinions, tous les programmes. »

Sa grande habilité politique lui a permis de mener le train de vie d'un très grand bourgeois pendant toute sa carrière (il trimalle des liasses de grosses coupures, et paye tout *cash*) en demeurant un politicien populiste. Le contact direct avec le peuple c'est son point fort. Aussitôt qu'il aperçoit une foule, rien ne peut l'arrêter. Il doit serrer la patte à tout le monde, jusqu'à s'en faire des ampoules.

Pendant la campagne de 1995, à ses collaborateurs inquiets face à certaines de ses déclarations, Chirac répondait: « Allons, ne craignez rien. Vous serez surpris de ma démagogie. » Le truc a marché encore une fois en 2002.

JACQUES BOUCHARD

Raphaëlle Bacqué, *Chirac ou le démon du pouvoir*, Paris, Albin M



Calamity

Gosciny, le scénariste notamment de *Lucky Luke* et d'*Astérix*, est mort il y a déjà longtemps. Restait Morris, le dessinateur. Mort à son tour, il reste du sous-Astérix et du sous-Lucky Luke. Ce dernier verra de nouveau le jour sous peu dans une nouvelle aventure qui se déroule cette fois au Québec. Titre prévu: *La Belle province*. Original...

Palestine

Il n'est pas un jour sans que la télévision ne nous abreuve des événements au Proche Orient. L'album de Joe Sacco *Palestine*, dans la bande de Gaza, publié chez Vertige Graphic, ne pouvait arriver mieux à point. Cet album fait suite au premier volume, *Palestine, une nation occupée*. *Palestine, dans la bande de Gaza* a été réalisé après les accords d'Oslo et la création d'une Autorité palestinienne. L'album nous fait revivre l'intenable situation quotidienne des Palestiniens de Gaza. Cette situation n'a pas changé en raison du refus d'Israël de se conformer aux dits accords: brimades systématiques, entraves à une vie normale, agressions militaires, maisons détruites et bras cassés, jeunesse désespérée. Mais aussi organisation souterraine pour la survie... Sacco raconte tout ça sans passion mais avec sympathie et surtout avec un sentiment d'impuissance.

Même si le graphisme est nettement inspiré de Crumb et affiche des maladroites et une certaine naïveté, même si la traduction n'est pas irréprochable, l'album demeure très intéressant par son côté « reportage en direct », de l'intérieur.

MONIQUE PAGÉ ET GILBERT BALSAMO



Monsieur Orwell

Avec la parution de ce dernier tome des *Essais* de George Orwell s'achève une entreprise éditoriale qui avait débuté en 1995 sous l'égide de deux courageuses petites maisons d'édition, Ivrea et l'Encyclopédie des Nuisances. Ces essais couvrent les dernières années de la vie de l'écrivain anglais, une période qui voit la publication, en août 1945, de *La Ferme des animaux*. Ce livre rencontre un grand succès et permet à son auteur d'être libéré, pour la première fois de sa vie, des soucis financiers. Dès l'année suivante, Orwell commence à travailler à la rédaction de 1984, tout en continuant une collaboration épisodique à la presse anglaise et américaine, publiant notamment jusqu'en avril 1947 une chronique dans *Tribune*, l'hebdomadaire de la gauche travailliste. C'est cette même année que son état de santé se dégrade: un spécialiste diagnostique une tuberculose, maladie qui l'emportera le 21 janvier 1950.

Durant ses dernières années, Orwell se consacre avant tout à la rédaction de 1984. Le livre paraît en juin 1949. Malgré les ravages de la maladie, Orwell ne renonce pas pour autant à écrire des articles, des comptes rendus, des essais, ainsi qu'une correspondance importante avec ses proches. On retrouve dans ces travaux parallèles les thèmes importants de son œuvre. D'abord, une conception exigeante de la littérature qui le conduit à une critique sans concession des écrivains et des livres marquants de son temps, mais aussi à se confronter à des classiques comme Swift ou Tolstoï. Il éprouve une profonde horreur devant la corruption du langage, en particulier à cause des habitudes de pensée totalitaires. Il souligne: « Pour s'exprimer dans une langue claire et vigoureuse, il faut penser sans crainte, et celui qui pense sans crainte ne peut être politiquement orthodoxe. » Son refus de la complaisance des intellectuels pour toutes les formes de totalitarisme s'accompagne logiquement d'une lucidité – exceptionnelle pour son temps – sur l'URSS de Staline qu'il considère comme l'antithèse absolue d'un socialisme véritable. Enfin, il entame une critique radicale de la sous-culture de masse (sport, industries de loisir). Si les premiers thèmes sont présents à chaque étape de son œuvre, le dernier prend pour nous une acuité particulière car il annonce, avec quelques décennies d'avance, l'horreur marchande et le décervelage médiatique dans lequel nous sommes quotidiennement plongés. Ainsi, dans un texte sur « les lieux de loisir », il souligne que « l'homme ne reste humain qu'en ménageant dans sa vie une large place à la simplicité, alors que la plupart des inventions modernes [...] tendent à affaiblir sa conscience, à émousser sa curiosité et, de manière générale, à le faire régresser vers l'animalité ».

Ce qui caractérise avant tout Orwell, c'est le refus, en même temps éthique et politique, de suivre le chemin des intellectuels soumis aux puissants de tous bords pour demeurer envers et contre tout un hérétique: « Aucune pieuse platitude [...] ne change rien au fait qu'un esprit vendu est un esprit perdu. »

CJ
(Le Rire, No 45)

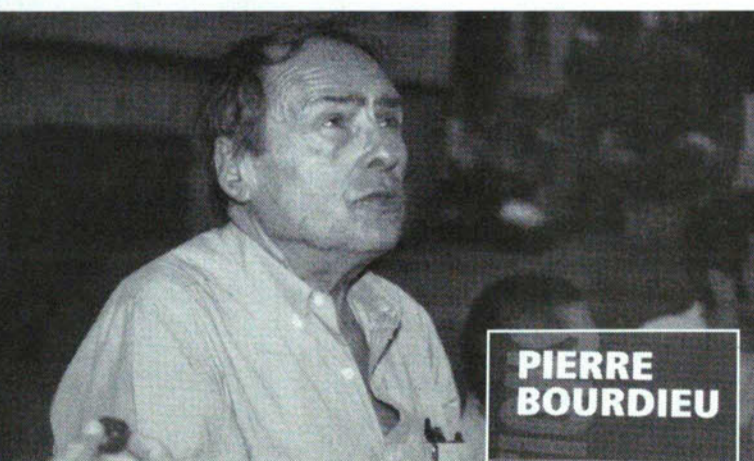
George Orwell, *Essais, Articles, Lettres*, Volume IV (1945-1950), Paris, Éditions Ivrea-Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001, 646 p.

ABONNEZ-VOUS!

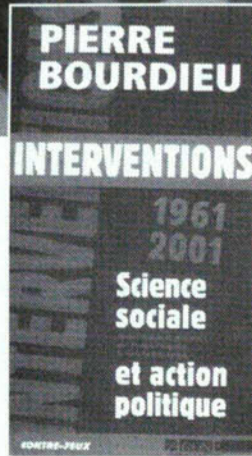
www.lecouac.org

Pierre Bourdieu

Interventions 1961-2001
Science sociale et action politique



Science sociale et militantisme, loin de s'opposer, peuvent être conçus comme les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation. La trajectoire illustrée par les textes de ce recueil montre comment la sociologie elle-même s'est trouvée enrichie par l'engagement politique et la réflexion sur les conditions de cet engagement.



488 pages, 32,95\$

Pierre Bourdieu *Interventions 1961-2001* • (32,95\$) 488 pages

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
C.P. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 32,95\$ (+ tx)

TPS: 143635464



Une rencontre avec Pierre Bourdieu

Raisons d'agir

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE.

**ON POURRAIT LE FAIRE
CUBIQUE POUR QU'IL SOIT
PLUS FACILE À RANGER**



LE COUAC REPRODUIT ici des extraits d'une entrevue accordée par le sociologue Pierre Bourdieu, décédé en début d'année, à l'émission « Chronique Hebdo » sur Radio libertaire. L'entrevue a été enregistrée le 1^{er} mars 2001. La transcription a été revue par Bourdieu.

Radio Libertaire [...] Qu'est-ce qu'on peut faire? « Ouvrir sa gueule », comme Bourdieu disait dans un interview avec Günter Grass. Mais auparavant, on va demander à Pierre Bourdieu au fond ce qu'il souhaitait, ce qu'il envisageait en venant à Radio Libertaire alors que apparemment les médias officiels ne l'attirent plus.

Pierre Bourdieu Non seulement ils ne m'attirent plus, mais ils me repoussent. Disons qu'ils sont repoussants. Et il est vrai que je refuse systématiquement les interventions à la télévision et à la radio et je suis venu là par plaisir, par solidarité et par sympathie, et pour parler aussi de mon livre [Contre-feux] à des auditeurs qui en sont, selon moi, des destinataires privilégiés puisque j'essaie, entre autres choses, d'appeler à des mobilisations d'un type nouveau, selon des formes d'organisation nouvelles à inventer, non centralistes, non autoritaires, etc. Évidemment dans un tel mouvement, la tradition anarchiste, qui se réveille de plus en plus en Europe, me paraît avoir un rôle important à jouer. Je pense que le public que vous touchez – qui n'est sans doute pas de l'importance de celui que je toucherais si je parlais à France Inter – ce public là est une cible privilégiée pour moi. Ce sont des gens dont j'aimerais bien être entendu, d'une part parce que je pense que c'est parmi eux que ce que je dis a le plus de chance d'être compris et c'est aussi parmi eux que l'on peut trouver des gens capables de se mobiliser de cette manière nouvelle.

R.L. [...] Puisque le titre de votre ouvrage est *Contre-feux 2*: on voudrait savoir ce que cela veut dire vraiment.

P.B. [...] Mon livre [et ceux de la collection Raison d'agir] s'inspirent tous de la même intention de proposer des analyses aussi rigoureuses que possible. C'est, je crois, très important parce que, surtout en France où dominait une tradition d'ouvriérisme, une coupure très funeste s'est instaurée peu à peu entre le travail intellectuel, la recherche, la réflexion, la critique, et l'action, l'engagement comme on dit. Là, il y a un effort pour essayer de mettre au service de tous, dans un langage aussi simple que possible, des acquis difficiles de la recherche; ce qui est particulièrement important aujourd'hui parce que c'est souvent au nom de la science qu'on opprime.

R.L. C'est donc la démythification de l'utilisation de la science à des fins politiques très précises, c'est-à-dire justifiant la fatalité économique, le libre échange, etc. [...] Mais est-ce qu'il y a une espèce de vision ou en tout cas une espèce de morale ou de philosophie ou de sociologie générale qui inspire le choix de chacun des thèmes qui sont se battre contre cette uniformisation du monde, cette globalisation?

P.B. Oui et non. Je pense que cette philosophie est dans le titre de la col-

lection: « Raisons d'agir » est un mot d'ordre que je trouve formidable. Ce n'est pas moi qui l'ai trouvé donc je peux le dire. Il faut avoir des raisons d'agir, des raisons rationnelles, élaborées, construites, etc. On ne peut pas identifier l'engagement politique à un coup de cœur. Les jeunes générations qui sont, statistiquement, plus instruites, mieux formées, ne le supportent plus: d'où la déception que produisent les partis, les mouvements, même les syndicats. Le succès de certaines tendances syndicales [...] tient au fait, en grande partie, qu'elles ont pour initiateurs des gens qui ont compris qu'on ne pouvait plus parler comme avant, que c'en était fini des « conneries » dogmatiques, rigides qui consistent en fait à prendre les gens pour des « cons ».

R.L. Je dirai, par rapport justement à cette bureaucratie syndicale, « Raisons d'agir » soi-même de façon autonome sans se laisser simplement entraîner par un catéchisme, et sans se laisser porter par une bureaucratie qui finalement a tendance à s'installer autour du bureau

La police et la justice sont le bras visible de la répression. La tête c'est souvent le corps des intellectuels journalistes, ces gens qui font semblant de penser. [...] Ces gens-là passent leur temps à faire du travail de maintien de l'ordre symbolique, de reproduction de l'ordre moral: ils ont pris la place des curés, et ceci dit avec toutes les apparences... Ils peuvent se dire de gauche, se vivre comme libérés, même libertaires; ils contribuent de façon très forte – ce n'est pas du tout de la détestation personnelle, et je pense qu'ils sont de bonne foi –, au maintien de l'ordre.

patronal, du bureau des chefs, du bureau des gens riches. [...] On se demande si la simple idée de critique, de mise en doute la parole du maître, la parole du seigneur existe encore ou n'est pas totalement oubliée par les appareils syndicaux. Les soumissions ne sont pas nécessairement conscientes.

P.B. Ce que vous dites est très vrai. Ce n'est pas d'aujourd'hui. J'avais écrit, je crois, dans *La Distinction*, que les mécanismes sociaux de domination culturelle font que les syndicalistes qui sont reçus par Giscard d'Estaing « sont dans leurs petits souliers ». [...] Ils peuvent très bien dire avec la langue des choses subversives et être tout à fait soumis dans leur comportement profond, dans leur inconscient, etc. Ce qui veut dire d'ailleurs que les compromissions, les soumissions ou les trahisons ne sont pas nécessairement conscientes et cyniques. C'est bien pire! Souvent les gens sont victimes des mécanismes sociaux qu'ils combattent et qui agissent encore en eux très profondément. Et cela, ce n'est pas seulement chez les syndicalistes mais c'est vrai aussi aujourd'hui chez les intellos, par exemple. [...] Non seulement une grande partie des intellectuels de cour ne disent rien, et quand ils prennent la parole, c'est pour dénoncer ceux qui ouvrent encore un petit peu leur « gueule ». Autrement dit, l'équation intellectuel égale indépendant, autonome, critique, etc., cette équation n'est plus admise du tout. On a à se justifier de faire ce qu'on a à faire.

Mondialisation et ATTAC

P.B. Il est bon de dire qu'il faut lutter au niveau mondial, mais le niveau mondial c'est très abstrait: on ne peut pas faire Seattle tous les matins et quand on répète l'expérience à Porto Allegre déjà ça ne marche pas tout à fait aussi bien. Je dis qu'il y a un niveau où se situe une

possibilité de lutte parce qu'il y a encore des syndicats très puissants en Allemagne, en Italie, en Espagne. À ce niveau-là on peut concevoir une nouvelle forme de mobilisation capable de sauver ce qu'il y a encore d'intéressant en Europe. C'est peut-être naïf mais il faut bien donner un objectif, sinon quoi faire? [...]

R.L. À propos du sujet actif, vous dites aussi dans ce bouquin que la politique est devenue simplement un mécanisme de délégation de pouvoir avec un vote inopérant qui consiste à aller un peu comme on va à la messe. Or c'est sur ce sujet-là qu'effectivement nous, anarchistes, nous disons: « on ne voit pas en quoi les acteurs, qui ne sont plus des acteurs mais qui sont devenus au fond de simples individus vidés de toute leur capacité de jugement, pourraient agir ». [Que faire?] Comme moyens que l'on pourrait dire d'attaque, l'Association pour la taxation et les transactions financières pour l'aide au citoyen, c'est la définition de l'association ATTAC, pour agir enfin contre le chômage et puis le Club Merleau Ponty fondé en 95 contre le libéralisme et la pensée unique. Nous, on a l'impression qu'ATTAC, cette association-là est pleine d'illusions ou qui voudrait donner illusion. Comment taxer, imaginer, 0,01 % sur, on

pourrait dire, le crime financier. Est-ce que ça pourrait servir à redistribuer aux plus pauvres? [...] On continue à faire comme on fait tous les jours et puis finalement si on peut participer à cette association un jour, [on se dit que] distribuer un petit peu aux plus pauvres, c'est déjà quelque chose. [...]

P.B. [...] Sur ce que vous dites du mouvement ATTAC, je suis assez d'accord. [...] Il faudrait

voir un peu les bases sociales, dans quel milieu ça marche. [...] Or, ce que je propose ce n'est pas simplement du papier. Il y a des actions – ça c'est important que je le dise –, il y a des réunions de travail: il y a une réunion à Vienne, il y en aura une autre à Athènes, etc. Cette idée de mouvement social européen est une utopie en marche qui est tout à fait d'un autre ordre. Elle s'appuie sur le constat qu'il y a dans le monde européen des gens, des anarchistes, et d'autres, qui ne sont pas contents du monde tel qu'il va, qui sont en colère, révoltés, de vrais militants, qui sont mécontents de ce que font leurs centrales syndicales, sans parler de leur parti et de leur gouvernement, etc. Et tous ces gens qui sont souvent des pros (sans être des mandataires corrompus) de la résistance, pourraient, en s'organisant, devenir une force réelle de contestation capable d'exploiter des accidents comme celui de la vache folle [...] et d'élever la conscience. Un des grands problèmes est celui des journalistes. Ce mouvement social ne pourra réussir dans l'état actuel des rapports de forces symboliques que si les journalistes sont au moins mis dans le coup malgré eux ou si possible avec eux. Donc il faut opposer des moyens d'agir vrais. Ces moyens d'agir vrais, il faut les chercher dans le réel et on ne peut pas se contenter de rêver d'actions imaginaires, verbales, par lesquelles on se fait plaisir sans changer grand chose.

Le rôle de la sociologie

R.L. Je dirai que le rôle de la sociologie, le rôle de vos travaux serait d'apporter la confirmation que ce qui était analysé, ce qui était pensé, vu et perçu par beaucoup de gens. [...]

P.B. Je pense que dans ces petits livres [Raison d'agir], ce que nous essayons de faire, c'est aussi de retravailler, de manière telle qu'ils soient accessibles à tous, les discours savants que nous

écrivons par ailleurs en nous adressant à nos pairs, avec tout l'appareil statistique, etc. Cet effort de divulgation est important. Cette prise de conscience du rôle du système scolaire est quelque chose de très récent et dans toute la tradition du mouvement ouvrier, chez Marx, dans la tradition libertaire, etc., il reste une grande vénération de l'éducation, de la culture, vénération qui est légitime mais qui, malheureusement, entraîne une vénération naïve des savants, des artistes, etc. et qui fait oublier que si la science est universelle, si l'art est universel, etc., il reste qu'il y a des gens qui ont le monopole de l'universel. Dire: « ils ont le monopole de l'universel », c'est une conquête importante, scientifique et politique. Aujourd'hui encore, ça fonctionne très fort et y compris dans le mouvement social. Par exemple, si ce travail politique que nous essayons de faire est utile, c'est que le mouvement social est encore plombé par l'effet du titre scolaire, de l'autorité scolaire, de l'autorité académique. Dans les entretiens réalisés pour *La Misère du monde*, on découvre que les gens aujourd'hui, les pauvres ne se sentent pas simplement des malheureux, etc.; ils se sentent « cons »! Tout le système est fait pour identifier la réussite à l'intelligence: l'Internet, etc. Il y a les intelligents qui ont accès à la science, etc. et les pauvres « cons » qui sont au chômage. On vous dit sans arrêt, il faut avoir des titres scolaires pour ne pas être au chômage, ce qui n'est pas faux! C'est statistiquement vrai, mais ces faits n'impliquent nullement une justification de l'ordre établi.

R.L. D'ailleurs sur ce sujet-là, vous citez en effet la façon dont le système récupère et dont vos pairs se sont jetés sur vous parce que vous trahissiez et en vous traitant de cardinal. [...]

P.B. [...] La sociologie la plus critique est lue par les dominants beaucoup plus que par les dominés et par les responsables de mouvements de dominés. Les dominants se servent de la sociologie pour faire une forme de démagogie rationnelle. Il y a un autre exemple, ce sont les sondages. Le sondage est une technique statistique tout à fait respectable, simplement l'usage qu'on en fait du côté de Sciences po et des boîtes de sondage est devenu la forme moderne de la manipulation; il permet de légitimer des choses injustifiables. On sait qu'il faut lâcher du lest, comme à Davos. Ça fait partie du conservatisme éclairé. Malheureusement la sociologie souvent est utilisée pour cela. Ce n'est pas la faute des sociologues mais elle est utilisée aussi comme instrument, non de justification, mais plutôt d'aménagement des techniques de domination.

Le journalisme

P.B. [...] La police et la justice sont le bras visible de la répression. La tête c'est souvent le corps des intellectuels journalistes, ces gens qui font semblant de penser. [...] Ces gens-là passent leur temps à faire du travail de maintien de l'ordre symbolique, de reproduction de l'ordre moral: ils ont pris la place des curés, et ceci dit avec toutes les apparences... Ils peuvent se dire de gauche, se vivre comme libérés, même libertaires; ils contribuent de façon très forte – ce n'est pas du tout de la détestation personnelle, et je pense qu'ils sont de bonne foi –, au maintien de l'ordre.

R.L. Oui, mais enfin on peut quand même se poser des questions, à force de répéter tout le temps la parole du maître, si de temps en temps ils ne se disent pas: « est-ce que je pourrais peut-être réfléchir, critiquer ou au moins douter? »

P.B. Je suis peut-être trop gentil, mais je pense qu'ils croient qu'ils doutent, je pense qu'ils sont convaincus qu'ils doutent. Ils ne cessent pas de parler en philosophes. En philosophes, ça devrait vouloir dire ça. En fait, ce sont des porte-parole de l'ordre établi qui, par manque de réflexion, par précipitation, par conformisme, parce qu'ils se voient toujours entre eux. Ils sont tous d'accord; ils sont bien dans cette espèce de guimauve morale.